

LA PROLIFÉRATION DES ARMES NUCLÉAIRES

La propagation des armes nucléaires reste l'un des problèmes les plus graves dans le monde. Le Canada estime qu'il est essentiel que les pays du G-7 continuent d'appuyer les initiatives qui ont pris naissance au sommet de Munich en 1992 en vue d'endiguer ce fléau. Ce dossier comporte plusieurs facettes :

- la reconduction du Traité sur la non-prolifération nucléaire (TNP);
- le défi posé au régime de non-prolifération par la Corée du Nord;
- les négociations en cours relativement à l'adoption d'un traité visant l'interdiction complète des essais nucléaires (TICE);
- la prévention des vols et de la contrebande de matières nucléaires (de plutonium, par exemple);
- la mise en marche de négociations en vue d'un traité interdisant la production de matières fissiles destinées à des engins nucléaires explosifs.

Avant tout, le Canada estime que la communauté internationale doit amener tous les pays à signer le TNP. Déjà ratifié par 171 pays, ce traité est le principal instrument dont elle dispose pour freiner la prolifération des armes nucléaires. Le Canada poursuit en même temps ses efforts en vue de la reconduction inconditionnelle et illimitée du traité lors de la conférence d'examen qui doit avoir lieu cette année. Il estime que ce serait là le meilleur moyen de se protéger contre l'aventurisme nucléaire et de préserver un climat de stabilité apte à favoriser des négociations plus poussées en vue du désarmement nucléaire. Grâce aux réductions sensibles des arsenaux nucléaires effectuées l'an dernier par les États-Unis et les pays de l'ex-URSS, on est en droit d'espérer que la conférence d'examen aura une issue favorable. Le Canada collabore étroitement avec ses partenaires du G-7 et d'autres pays qui partagent ses vues afin d'en assurer la réussite et d'endiguer le commerce illicite des matériels nucléaires.

La conclusion d'un TICE aiderait aussi à contenir la prolifération. Si tous les États dotés d'armes nucléaires acceptaient un moratoire prolongé, ils

L'ENVIRONNEMENT

En 20 ans à peine, les problèmes environnementaux ont été projetés au premier rang des priorités internationales. Dans le passé, on croyait qu'ils n'avaient qu'une portée locale, mais on reconnaît aujourd'hui que leurs effets s'étendent à toute la planète. Les changements climatiques, l'appauvrissement de la couche d'ozone, la pollution atmosphérique transfrontalière (les précipitations acides, notamment), la déforestation, la désertification,

UN SUJET D'INQUIÉTUDE MONDIALE

C'est une crise énergétique qui a mené au premier sommet en 1975 et, 20 ans plus tard, on retrouve encore un dossier lié à l'énergie parmi les grandes priorités du G-7.

Les centrales nucléaires produisent 17 % de l'électricité mondiale. Exploitées dans des conditions de haute sécurité, elles aident à répondre à la demande d'énergie au Canada et ailleurs. Mais c'est plutôt un exemple spectaculaire du contraire qui inquiète aujourd'hui les dirigeants mondiaux.

À 1 h 22, le 26 avril 1986, s'est enclenchée une série d'événements qui a projeté une petite ville d'Ukraine sur la scène mondiale. Un groupe de techniciens ayant, par négligence, désactivé les systèmes de sécurité du réacteur n° 4 de la centrale de Tchernobyl, celui-ci s'est emballé en moins de 36 secondes. Une explosion de vapeur a emporté le toit de l'unité 4, libérant dans l'atmosphère une colonne de gaz radioactifs de plus d'un kilomètre de hauteur. Ce nuage sinistre s'est vite propagé vers l'Europe occidentale, atteignant même l'Italie et la Scandinavie. C'était là une catastrophe majeure. Selon l'Atomic Energy Authority de la Grande-Bretagne, au cours des 70 prochaines années le cancer risque d'emporter quelque 40 000 personnes exposées aux radiations de Tchernobyl de par le monde.

Si cet accident a tourné au désastre, c'est en partie en raison de la conception de base des vieux réacteurs de type RBMK et VVER et d'erreurs de manipulation. Or, plusieurs de ces réacteurs sont toujours en service, produisant l'électricité dont l'ex-Union soviétique et l'Europe centrale et orientale ont grand besoin. Ils présentent ainsi des risques non seulement pour ceux qui vivent à proximité ou même pour le seul continent européen, mais pour la planète toute entière.

contribueraient ainsi à maintenir la dynamique des négociations sur le TICE qui se poursuivent dans le cadre de la Conférence du désarmement à Genève. Le succès éventuel des négociations au sujet de l'adoption d'un traité relatif à la production de matières fossiles accroîtrait, lui aussi, les chances d'une reconduction illimitée du TNP.

Le vol et la contrebande de matériels nucléaires, qui posent une grave menace pour la santé et la sécurité publiques, contribuent au risque de prolifération nucléaire à l'échelle mondiale. Le Canada soutient les efforts internationaux en vue de réduire ce risque, y compris l'entreposage sûr et sécuritaire de ces produits.

la mauvaise gestion des ressources marines et d'autres fléaux semblables ont obligé la communauté internationale à réagir.

C'est en 1972, lors de la conférence de Stockholm sur l'environnement humain, que les problèmes écologiques ont, pour la première fois, été inscrits parmi les priorités internationales. Cette conférence a également mené à la création du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) dans le